Année 2020

Rapport de gestion

Observatoire international de la démocratie participative

INTRODUCTION 2

RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION 3

VISITE TECHNIQUE À ABIDJAN 3

XIVE PRIX BONNE PRATIQUE EN PARTICIPATION CITOYENNE 3

FORUM URBAIN MONDIAL 6

SÉMINAIRE DE CGLU 6

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES 7

SPÉCIAL COVID-19 8

EXPÉRIENCE D'APRENTISSAGE EN DIRECT : DÉMOCRATIE LOCALE 9

DÉFIS DE LA PARTICIPATION AVEC L'IECM 10

NOUVELLE IMAGE, WEB REDESIGNÉ 11

WEBINAIRES DE L'OIDP AFRIQUE 12

SPÉCIAL CHANGEMENT CLIMATIQUE 13

PROJET PILOTE SUR DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE 14

RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION 15

CONFÉRENCE « CHEMINS À SUIVRE » 16

COVID-19 : LEÇONS POUR LA DÉMOCRATIE LOCALE 17

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS 18

NOTRE RÉSSEAU S'AGRANDIT 18

ANNEXE : COMPTE TWITTER 20

INTRODUCTION

En novembre 2001, l'Observatoire international de la démocratie participative a été constitué dans le cadre des projets de coopération décentralisée de la Commission européenne. Depuis lors, le réseau de gouvernements locaux, d'organismes municipaux, de centres de recherche et d'organisations de la société civile qui composent l'OIDP a élargi sa composition, créant de nouveaux espaces de rencontre et approfondissant la réflexion et l'échange de connaissances sur la démocratie participative.

Le secrétariat technique de l'OIDP est assuré par la mairie de Barcelone depuis l'origine du réseau. Depuis 2006, l'OIDP travaille en collaboration avec l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), à travers un accord pour le fonctionnement et la maintenance du Secrétariat Technique du réseau de l'OIDP.

Le Secrétariat technique a travaillé à positionner l'OIDP comme un centre de référence mondial pour la production de connaissances innovantes et à le consolider comme un espace d'échange d'expériences de démocratie participative à l'échelle mondiale.

L'année 2020 a été marquée par la pandémie COVID-19, qui a modifié le plan de travail prévu par l'OIDP, reportant la conférence annuelle et d'autres activités. Malgré cela, le secrétariat de l'OIDP a continué à travailler au sein du secrétariat mondial de CGLU comme un espace de référence sur la démocratie participative locale au niveau mondial.

En raison de ces circonstances, nous avons organisé ce rapport de gestion de manière à présenter d'abord les activités antérieures à l'impact de la pandémie, puis le travail du reste de l'année.

RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION

Le 22 janvier s'est tenue la première réunion ordinaire de l'année du comité de coordination, formé par les coprésidences (Iztapalapa et Cocody), le secrétariat général (Barcelone) et les membres promoteurs (Grenoble, Montréal et Valongo) pour approuver les documents de la conférence de 2019 et le plan de travail 2020.

VISITE TECHNIQUE À ABIDJAN

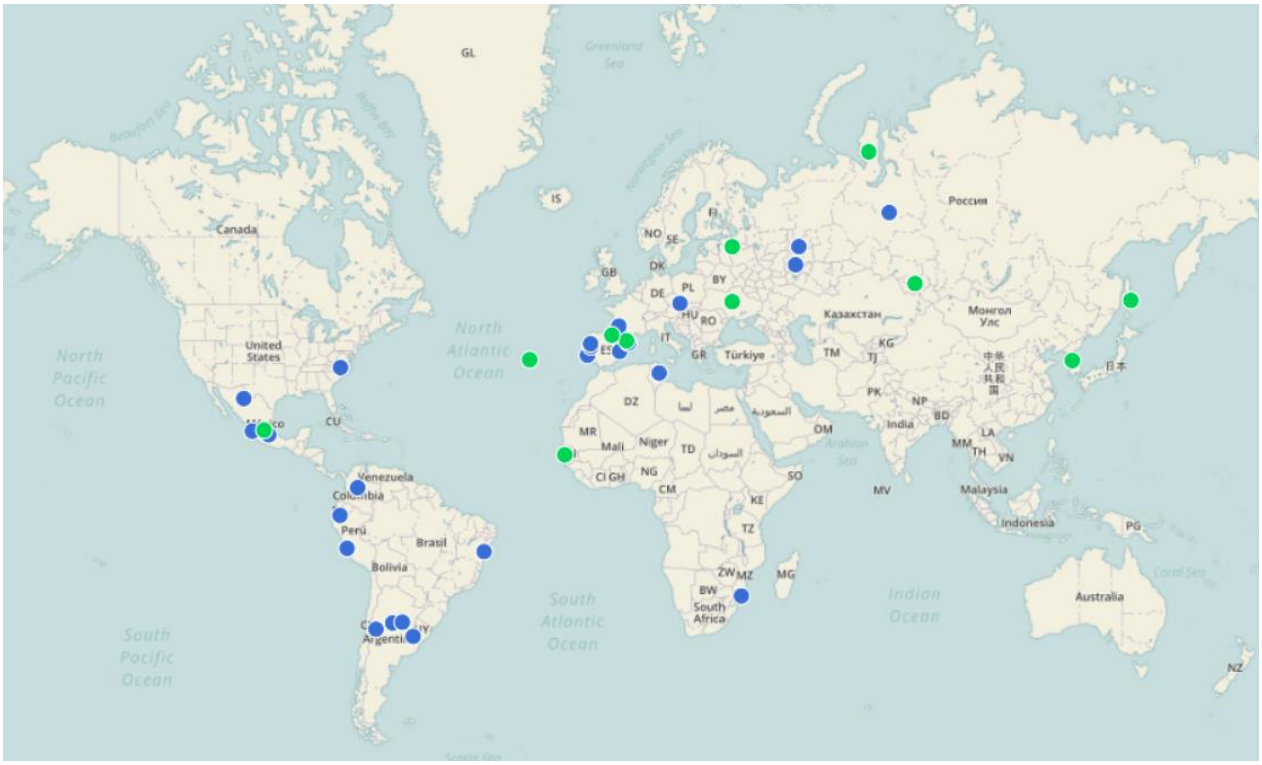
Une visite technique à Abidjan a eu lieu entre le 27 et le 31 janvier pour préparer la conférence 2020. Le coordinateur du secrétariat technique, Adrià Duarte, s'est rendu dans la ville hôte de la conférence pour rencontrer les équipes du conseil municipal de Cocody, les ministères ivoiriens concernés, ainsi que des partenaires potentiels tels qu'ONU Femmes, l'ambassade de Belgique et l'Union européenne, entre autres. Les lieux proposés pour la conférence ont également été visités.

XIVe PRIX BONNE PRATIQUE EN PARTICIPATION CITOYENNE

Le 23 janvier 2020, l'OIDP a ouvert l'appel à candidatures pour le 14e prix. Après une prolongation extraordinaire due à l'émergence de la pandémie de coronavirus, la date limite était le 24 mars à 12h00 GMT. Au total, 39 candidatures de 17 pays ont été soumises via la plateforme ParticipateOIDP en français, espagnol et anglais, grâce à l'aide à la traduction du Secrétariat technique.

La phase initiale d'examen par les pairs, qui vise à donner de la visibilité à toutes les propositions et à recueillir les réactions des membres sur toutes les pratiques soumises, a permis aux personnes inscrites sur ParticipateOIDP de commenter les propositions, de poser des questions et d'émettre 3 votes avant le 16 avril.

Sur la page suivante, vous pouvez connaître la répartition géographique de toutes les propositions soumises à la phase d'évaluation.



21 nominations (le 50% des nominations ayant reçu le plus de votes) ont été retenues comme finalistes (voir la liste complète ici) et ont été soumises au jury international, sélectionné à la suite d'un appel public à nominations le 29 avril. Le jury, composé de 10 expert·e·s en participation citoyenne, a évalué les expériences des finalistes sur la base des critères établis dans le règlement du Prix. Vous trouverez ci-dessous une brève description des membres de cette édition :

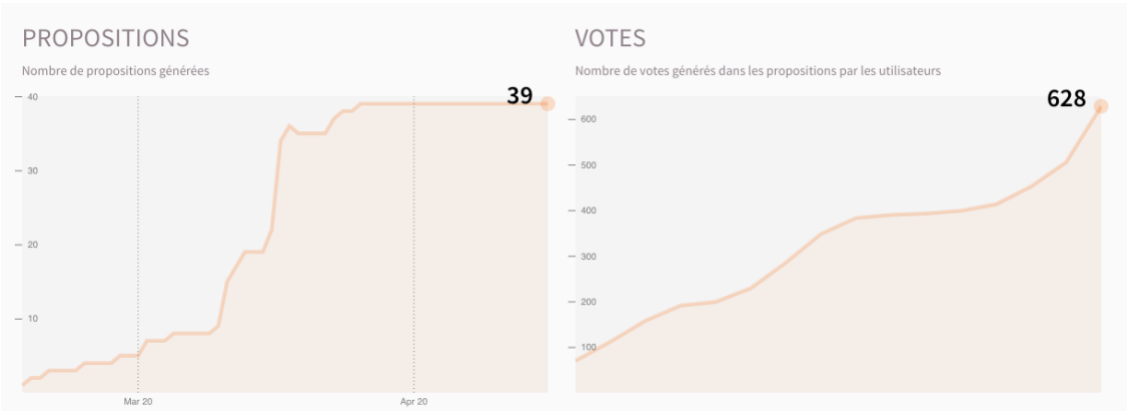
- Cristina Bloj : professeure d'anthropologie sociale et chercheuse à l'Université nationale de Rosario. Consultante à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC / Nations unies).
- Andrew Coulson : promoteur senior de la participation communautaire en Australie.
- Bruno de Andrade : professeur assistant à la Chaire UNESCO en patrimoine et valeurs (section patrimoine et architecture), Faculté d'architecture et d'environnement bâti, TU Delft.
- Larissa G. de Magalhães : associée de recherche postdoctorale à CyberBRICS, Fondation Getúlio Vargas. Consultante senior en politique publique, gouvernance de l'internet, données ouvertes et gouvernement ouvert.
- Amanda Flety : Coordinatrice de la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits de l'homme.
- Bruno Kaufmann : Président du Forum mondial pour la démocratie directe moderne.
- Josh Lerner : co-directeur exécutif de People Powered
- Florence Nda Konan : consultante internationale sur le développement social territorial, le genre, les droits humains, les droits de l'enfant et la participation citoyenne.

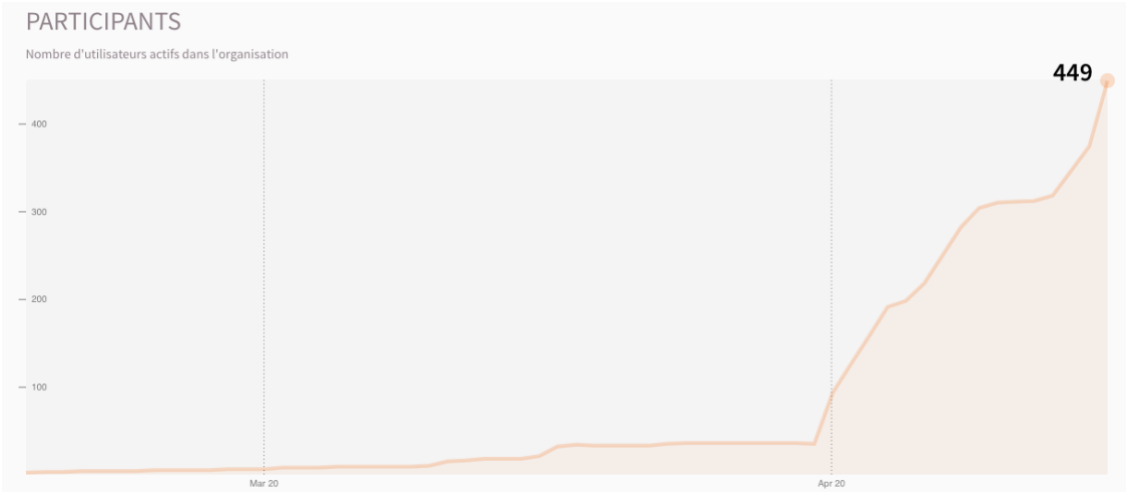
- Fernando Pindado : conseiller et consultant en politique publique, action communautaire et participation citoyenne. Secrétaire général de l'OIDP 2016-2019.
- Katharina Zügel : co-directrice de Décider ensemble.

Sur la base des notes attribuées par le jury, la ville autonome de Buenos Aires a reçu la distinction pour l'expérience « Jouer et participer. Quand les enfants sont les protagonistes de l'urbanisme ». Cinq autres villes/régions ont reçu une mention spéciale, notamment les mentions « Perspective de genre » et « Changement climatique ». Les villes distinguées étaient les suivantes :

- Budget participatif rural, Cuenca, Équateur
- Stratégie d'intégration de la dimension de genre pour la participation des citoyens, Catalogne
- Gardiens Citoyens, Chihuahua
- Esplugues participa : garantir l'inclusion, Esplugues de Llobregat
- Humaniser le processus budgétaire, Durham

Le reste des nominations des finalistes sont disponibles dans la rubrique « expériences » de notre site web. Voici quelques faits essentiels sur la participation au processus de sélection :





FORUM URBAIN MONDIAL

Le 10e Forum urbain mondial s'est tenu du 8 au 13 février à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, avec la participation de plus de 13 000 personnes de 168 pays. L'événement a été organisé et convoqué par l'ONU-Habitat sous le thème « Villes d'opportunité : Connecter la culture et l'innovation ». 500 participant·e·s de toutes les régions du monde se sont réuni·e·s le 8 février à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux organisée par la Global Taskforce. 50 intervenant·e·s issu·e·s des gouvernements locaux, régionaux, nationaux et d'autres parties prenantes ont débattu, partagé et présenté des expériences, des propositions et des solutions lors de six tables rondes thématiques.

L'OIDP a organisé et participé activement aux sessions suivantes en soulignant le message de l'importance de la participation des citoyens et de la localisation des ODD pour leur mise en œuvre effective :

- Gouvernance de la ville, culture et localisation des ODD.
- Les pratiques participatives et le droit à la ville au cœur de l'innovation urbaine
- Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les pratiques de budgétisation participative
- Réaliser l'ODD 11 et le nouvel agenda urbain avec la budgétisation participative

La Déclaration du 20e Forum urbain mondial de l'assemblée mondiale des collectivités locales et régionales a été élaborée à travers toutes les discussions qui ont eu lieu. Les participant·e·s ont

déclaré que les représentants nationaux et mondiaux doivent collaborer avec les gouvernements locaux pour créer une société plus inclusive, humaine, culturelle, démocratique et durable pour les citoyens, et donc encourager et soutenir les actions à plusieurs niveaux et en collaboration.

SÉMINAIRE DE CGLU

La 6ème édition du Séminaire et du Campus de CGLU a eu lieu à Tanger, au Maroc, du 24 au 28 février. Ce fut l'occasion de s'appuyer sur la force du réseau mondial des collectivités locales et de poursuivre le travail de collaboration et les réalisations de ces dernières années, en se concentrant sur la programmation conjointe et la co-création de l'organisation dans la décennie de la localisation. Un accent particulier a été mis sur la création de synergies par le biais des Vagues d'action et la formation des Local4Action Hubs.

L'OIDP a eu l'occasion d'animer une session sur la démocratie locale. Adrià Duarte, coordinateur de l'OIDP, a animé cette session mardi le 25 février, en compagnie de Djamel Sandid (Municipalité de Nanterre, France et FALP), Sylvain Boka (Municipalité de Cocody, Côte d'Ivoire), Javier Ayala maire de Fuenlabrada (Communauté de pratique de CGLU sur la transparence et le gouvernement ouvert), Xolile George (PDG de SALGA), Elisenda Balleste Buxo (International IDEA) et Carola Gunnarsson maire de Sala et vice-présidente de CGLU pour l'Europe.

L'OIDP a également montré son implication dans la campagne #UN75 lancée lors du séminaire et du campus de CGLU pour célébrer le 75e anniversaire des Nations unies et inviter les gouvernements locaux et la société civile à réfléchir à l'avenir du monde.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

En tant que réseau de gouvernements locaux et régionaux, d'acteurs et de représentants de la société civile travaillant à la promotion de la démocratie participative, l'OIDP est activement impliqué dans la lutte pour les droits des femmes. L'OIDP et ses membres ont fait des questions

de genre dans la participation locale l'une des priorités du plan de travail 2020. À l'occasion de la Journée internationale des femmes, Clara Brugada, coprésidente de l'OIDP et maire d'Iztapalapa (Mexico), a publié une déclaration pour montrer son engagement en faveur de l'éradication de la violence sexiste pour une société égalitaire, dont les gouvernements locaux et la société civile sont la clé.

Dans le cadre de la 64e session de la Commission de la condition de la femme (CSW64) célébrant le 25e anniversaire de la Déclaration de Pékin, l'OIDP s'est jointe aux activités organisées tout au long de la semaine du 8 au 13 mars par l'organisation Cités et gouvernements locaux unis.

A cette occasion, CGLU a publié une déclaration dans laquelle les maires, les représentant·e·s des gouvernements locaux et régionaux et les associations ont réitéré leur engagement à la mise en œuvre et à la promotion des priorités d'action pour une société juste, égale et sûre.

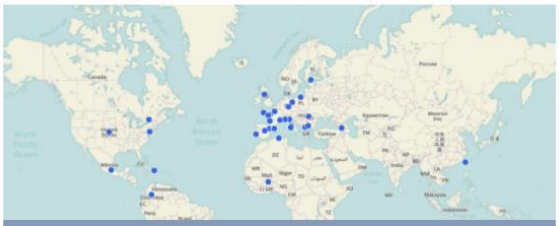
SPÉCIAL COVID-19

Dès le 16 mars, l'équipe du secrétariat mondial de CGLU, y compris le secrétariat de l'OIDP, a commencé à travailler à distance en raison de l'état d'alerte décrété par la pandémie COVID-19. Le 26 mars, une réunion extraordinaire du Comité de coordination de l'OIDP (Iztapalapa, Cocody, Barcelone, Grenoble, Montréal et Valongo) a eu lieu, au cours de laquelle il a été convenu de reporter la 20e Conférence de l'OIDP à 2021, et d'essayer de respecter le plan de travail dans la mesure du possible.

Expériences de coopération entre la société civile et les gouvernements locaux et régionaux

Ressources sur la participation citoyenne: articles, publications, manifestes...

Expérience d'apprentissage en direct *#BeyondTheOutbreak* (au-delà de l'épidémie)



Participate OIDP
Coopération citoyenne face au COVID-19

Le secrétariat technique a organisé une compilation des expériences, des publications et des initiatives de solidarité et de participation qui ont vu le jour dans le contexte de la pandémie. Cette section spéciale était intitulée « Face à l'isolement, renforcer la solidarité citoyenne », et s'est nourrie pendant des mois des contributions des membres et du travail du secrétariat technique.

Tout d'abord, la section spéciale comporte une page consacrée aux « Expériences de coopération entre la société civile et les gouvernements locaux et régionaux » géolocalisées de nombreux pays, y compris les initiatives de nos villes promotrices, telles que « Barcelone des de casa" ou "Grenoble Voisins Voisines".

D'autre part, une section pour les documents/articles pertinents a été activée, organisée en différentes catégories : l'impact sur les élections dans le monde, la gouvernance locale/régionale et le droit à la ville (médias), la gouvernance locale/régionale et le droit à la ville (institutionnelle), la démocratie, le droit à l'information et à la participation, la solidarité citoyenne et les organisations communautaires, les réflexions/futurs et autres compilations et ressources. Quelques chiffres sur le COVID-19 spécial sur notre site web :

2 088 **consultations** du site principal **en 9 mois**

978 **consultations** de la rubrique **ressources**

674 **consultations** de la rubrique de **expériences**

En parallèle, les initiatives Villes pour la santé mondiale, co-dirigées par Metropolis et l'Alliance euro-latino-américaine pour la coopération entre les villes, AL-LA, et Live Learning Experience : Beyond the immediate response to the outbreak, développées par CGLU avec le soutien d'ONU-Habitat et de Metropolis, ont complété la couverture de la réponse locale à la pandémie.

EXPÉRIENCE D'APRENTISSAGE EN DIRECT : DÉMOCRATIE LOCALE

Jeudi le 18 juin, la session sur la démocratie locale a eu lieu dans le cadre des expériences d'apprentissage en direct, organisées par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat. Elle a abordé l'impact de la pandémie sur les démocraties locales sous différents angles, tels que les droits de l'homme ou le risque de recentralisation ou d'autoritarisme accru.

La session a rassemblé des élus locaux et régionaux et des experts du monde entier pour montrer leur engagement politique en faveur de la prise de décision locale afin de remplir leur rôle de moteur du changement. La solidarité, la démocratie locale et la protection des biens communs dont font preuve les collectivités locales et régionales seront essentielles pour repenser nos sociétés au lendemain de la pandémie. Voici les interventions de nos villes promotrices :

- Pascal Clouaire, adjoint au maire de Grenoble, a présenté les actions qu'ils ont mises en place pour maintenir et approfondir la démocratie locale et participative depuis le début de la pandémie grâce à des outils en ligne : budgets participatifs par le biais de vidéoconférences avec les porteurs de projets, plateforme de collaboration citoyenne, etc.
- Laia Bonet, adjointe au maire de Barcelone, a souligné la valeur des démocraties par rapport au populisme, puisque les premières combattent les inégalités, garantissent les droits de toute la population et protègent les plus vulnérables, comme les femmes et le collectif LGTBQ, face au manque de services.
- Nelly Ouassenan, adjointe au maire de Cocody, Abidjan, était fière qu'à Cocody, la pandémie ait servi à renforcer la démocratie locale, car ils ont compris que pour lutter contre la première, on ne peut se passer de la seconde.
- José Manuel Ribeiro, maire de Valongo, a axé son intervention sur la nécessité de résister et d'éviter la peur qui émerge plus que jamais de la situation actuelle : d'une part, les villes et leurs habitants doivent résister aux problèmes physiques, mentaux et démocratiques, mais aussi aux problèmes antérieurs tels que les inégalités.

La session a recueilli les évaluations de nombreux autres experts et élus locaux : Emilia Saiz (secrétaire générale de CGLU), Thembisile Nkadimeng (maire de Polokwane, président de SALGA et co-président de CGLU), Amalinda Savirani (Universitas Gadjah Mada, Indonésie), Annika Silva-Leander (responsable de l'évaluation de la démocratie et de l'analyse politique à International IDEA), Octavi de la Varga (secrétaire général de Metropolis), Elkin Velásquez (représentant régional d'ONU-Habitat pour l'Amérique latine et les Caraïbes), Johnny Araya (maire de San José et co-président de CGLU), Carola Gunnarsson (maire de Sala et vice-présidente de CGLU pour l'Europe), Paola Pabón (préfète de Pichincha), Valérie Dumontet (vice-présidente de l'Aude), Camilo Romero (ancien gouverneur de Nariño et lauréat de la distinction « Bonne pratique de participation citoyenne » de l'OIDP 2019, Imen Ouardani (adjointe au maire de Sousse), Edwin Miño (directeur exécutif du CONGOPE), Emilio Jatón (maire de Santa Fe), Shi Qi (directeur adjoint du bureau des affaires étrangères de la ville de Xi'an) et Gennady Ryabov (président de la chambre publique de la ville de Nizhny Novgorod).

DÉFIS DE LA PARTICIPATION AVEC L'IECM

Le Forum international sur les défis de la participation citoyenne, organisé par l'Institut électoral du Mexique (IECM), s'est tenu les 29 et 30 juin 2020 sous le titre « Les défis de la participation citoyenne, dans des schémas innovants et dans des contextes extraordinaires ».

La première journée du forum, modérée par le conseiller électoral Mauricio Huesca Rodriguez, a vu la participation du recteur de l'Université autonome de Mexico (UACM), Tania Hogla Rodriguez Mora, ainsi que du coprésident du Forum mondial sur la démocratie directe moderne, Bruno Kaufmann.

La deuxième journée, animée par la conseillère électorale Carolina del Angel Cruz, était intitulée « Modalités de participation, conceptions et nouvelles formes de participation virtuelle ». Elle a compté avec la participation du coordinateur national de l'initiative slowU de l'École des sciences humaines et de l'éducation du Tec de Monterrey, David Gómez Abad, de l'universitaire, de la chercheuse de l'Université autonome de Baja California, Alejandra Leonor Salado Íñiguez, et du coordinateur du secrétariat technique de l'Observatoire international de la démocratie participative, Adrià Duarte Griño, qui a présenté l'Agenda de la démocratie locale structuré autour de sept axes fondamentaux de participation : la démocratie locale en tant qu'écosystème ; l'inclusion ; les biens communs, l'autonomisation des communautés et des citoyen·ne·s ; les infrastructures numériques ; l'évaluation des politiques et des programmes ; l'autonomie locale et les relations avec les autres niveaux ; et les plans stratégiques pour l'amélioration de la qualité démocratique.

Sur la participation citoyenne en période de COVID-19, Adrià Duarte a fait remarquer que la nécessaire distanciation physique ne doit pas être sociale, et que cette étape dérivée de la pandémie ne peut être une excuse pour affaiblir la démocratie.

NOUVELLE IMAGE, WEB REDESIGNÉ

Le secrétariat technique a travaillé avec plusieurs fournisseurs pour mettre à jour l'image de l'OIDP ainsi que le site web de l'Observatoire. La nouvelle image conserve l'essence globale et multiculturelle de l'OIDP telle qu'elle se reflète dans les couleurs de l'organisation, mais la transmet de manière plus simplifiée. De plus, un nouveau langage visuel est créé à travers de multiples symboles qui représentent les principales activités de l'observatoire.

Le nouveau logo, l'image et le site web font partie de la stratégie de communication visant à partager et à diffuser efficacement les contenus sur lesquels travaille l'Observatoire. Le site web est régulièrement mis à jour avec des nouvelles sur les activités de l'Observatoire et de ses membres, partageant des publications et des expériences d'intérêt.

Au-delà du site web, le secrétariat technique envoie un bulletin mensuel aux membres et aux abonné·e·s utilisant la plateforme Mailchimp et utilise activement les profils des médias sociaux sur Facebook et Twitter. Voici quelques chiffres clés sur nos canaux de communication :

- **Site web oidp.net :**

27 318 consultations **67 347** pages consultées **3 960** téléchargements

- **Compte Twitter @oidpoidp**

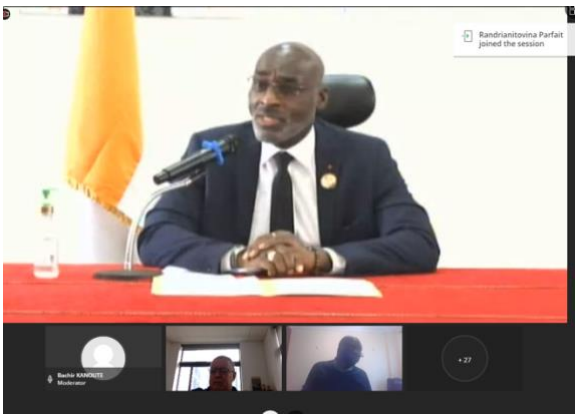
5 240 abonnés le 22 janvier 2021

Plus de données sur @oidpoidp dans l'annexe.

- **Compte Facebook**

1 835 « j'aime » **2 006** abonnés à notre page

WEBINAIRES DE L'OIDP AFRIQUE



Le webinaire de lancement du 14 juillet a rassemblé les institutions et autorités partenaires représentant les différentes sous-régions d'Afrique. Les interventions et les témoignages des membres de l'OIDP et des représentant·e·s des autorités locales ont été présentés dans le cadre de tables rondes et d'un débat ouvert avec le public. Les participant·e·s ont été invité·e·s à participer au séminaire en apportant leur contribution en anglais ou en français.

Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de CGLU Afrique, Oumar Sylla, directeur par intérim du bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique, Luc Doray, secrétaire général du Bureau de consultation publique de Montréal, Bleue Régine, maire de Ngomedzap et Mohamed Sefiani, maire de Chefchaouen et Minata S. Cessouma, commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine étaient présents. La modération a été assurée par Bachir Kanouté, directeur exécutif d'Enda ECOPOP et coordinateur d'OIDP-Afrique.

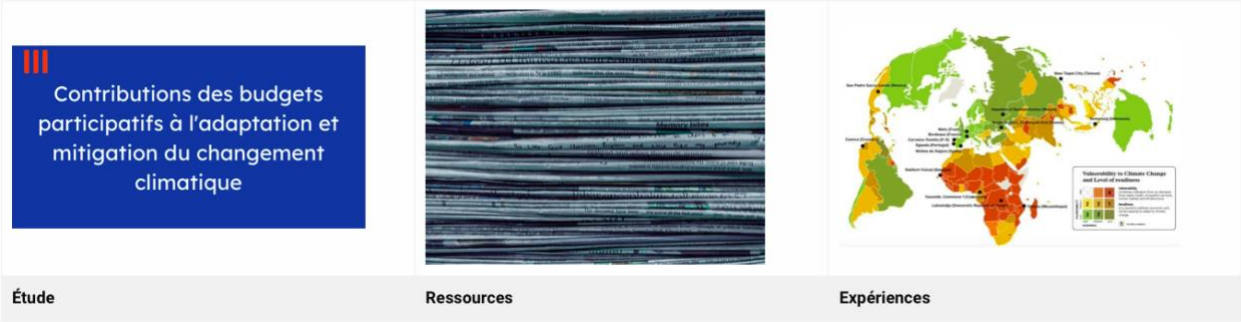
Suite à cet événement, cinq autres webinaires ont été organisés, un pour chacune des sous-régions africaines, réunissant des élus, des services décentralisés, des organisations de la société civile et des chercheurs.

SPÉCIAL CHANGEMENT CLIMATIQUE

La dernière assemblée générale de l'OIDP a établi le changement climatique et la transition écologique comme une priorité thématique dans la perspective de la participation citoyenne. En plus des séances autour de cette question, l'Observatoire international de la démocratie participative a publié en septembre l'étude « Contributions des budgets participatifs à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique » coordonné par le professeur Yves Cabannes (The Bartlett Development Planning Unit, University College London).

L'étude s'appuie sur les résumés, les échanges et les contributions de deux sessions internationales sur les budget participatif et l'adaptation au changement climatique et son

atténuation, comme la conférence de l'OIDP à Mexico (décembre 2019) et le Forum urbain mondial à Abu Dhabi (février 2020). Il s'appuie également sur les initiatives de budgets participatifs respectueux du climat dans 15 villes et régions participantes de différents continents, qui ont volontiers documenté leurs expériences en cours. Le résumé et le résumé exécutif en français sont disponibles ici.



En outre, l'OIDP a mis en place un site web spécial en anglais, français et espagnol, consacré à l'intersection entre l'action climatique et la participation citoyenne, qui comprend les expériences publiées sur notre site web dédié à l'action climatique (ODD 13) et de nombreuses ressources numériques, dont une compilation des accords des institutions internationales, une section spécifique sur les espaces « changement climatique » des villes promouvant l'OIDP, et une série d'articles de presse et de publications liées à ce thème. Quelques chiffres sur le spécial changement climatique sur notre site web :

2 679 **consultations** de l'étude d'Yves Cabannes **en 3 mois** (18/09 au 31/12)

1 071 **téléchargements** du document complet en anglais

441 **consultations** du spécial CC **en uniquement 10 jours** (21/12 au 31/12)

PROJET PILOTE SUR DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des métropoles, la première réunion publique du projet pilote sur la démocratie participative mené par les villes de Córdoba, Madrid, Barcelone et Montréal, co-organisé par Metropolis et l'Observatoire international de la démocratie participative, a eu lieu le 5 octobre.

L'objectif de cette réunion était de réfléchir aux défis de la participation dans les grandes villes et les zones métropolitaines, ainsi que de partager et d'échanger des expériences de participation citoyenne et de diffuser les leçons apprises afin de promouvoir la participation active des citoyens aux affaires publiques dans les 4 villes, et ainsi accroître les capacités institutionnelles.

L'ouverture de la session du 5 octobre, organisée par la municipalité de Córdoba, en Argentine, a été assurée par le secrétaire du gouvernement, Miguel Siciliano, la secrétaire de la planification, de la modernisation et des relations internationales, Alejandra Torres, et le secrétaire général de Metropolis, Octavi de la Varga, qui a fait la principale intervention sur la participation citoyenne dans les grandes métropoles. Chacune des villes participantes est intervenue pour présenter les différentes initiatives dans le domaine de la démocratie participative que leurs gouvernements mènent, lors d'une table ronde modérée par le coordinateur de l'OIDP, Adrià Duarte.

Au nom de la ville de Córdoba, la sous-secrétaire de la planification et de la gestion pour une ville inclusive, Liliana Montero, a présenté la carte des infrastructures socio-économiques et sociales de la ville. Pour la mairie de Barcelone, Pau González Val, conseiller au département des droits et de la participation citoyenne, a expliqué le système de participation municipale et le rôle de la plateforme Decidim dans ce système. Représentant le conseil municipal de Madrid, Sara Aranda, directrice générale de la participation citoyenne, a également expliqué que les processus en cours sont principalement basés sur la plateforme en ligne du conseil municipal. Représentant Montréal, Luc Doray, secrétaire général de l'Office de consultation publique, a expliqué le fonctionnement de l'entité, un bureau indépendant qui assure la réalisation effective des droits liés à la participation des citoyens. La journée a également été marquée par l'annonce des lauréats de la 14e distinction de l'OIDP, en raison de l'annulation de la conférence OIDP 2020 pour cause de contingence sanitaire.

La deuxième journée du projet, qui a eu lieu le 6 octobre, a réuni les équipes techniques de chaque ville. Le cas de la plateforme Decidim et son expérience dans différents contextes ont été étudiés plus en détail. Sur la base de ce cas, les défis de la participation numérique ont été

discutés de manière générale, en soulignant la nécessité de la combiner avec des stratégies en face à face et un renforcement des droits numériques.

RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION

Les Rencontres Nationales de la Participation de France ont eu lieu du 19 au 23 octobre. Le thème de la réunion était « La démocratie, secouée », et elle a eu lieu à Mulhouse dans un format mixte (distance et face à face), organisé par le *think tank* français Décider ensemble. Il s'agit d'une réunion annuelle de professionnels et de non-professionnels du domaine de la consultation. Pendant trois jours, décideurs, experts, militants, praticiens et citoyens explorent les implications des outils et mécanismes participatifs dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Après avoir été reprogrammée en raison de la pandémie de coronavirus, la réunion a finalement eu lieu à Mulhouse (Grand Est), mais a été réajustée pour se conformer aux mesures de santé publique. L'événement a donc été adapté aux participants à distance, grâce à la transmission des sessions plénières et des tables rondes et à l'organisation d'ateliers en ligne ad hoc ouverts au public.

La réunion a été l'occasion de discuter de l'avenir après la crise du Covid-19 et de la façon de co-construire demain, en tirant les leçons de cette situation exceptionnelle. Le thème de cette année a été subdivisé en 5 questions :

- Quel avenir après la crise sanitaire ? Quel genre de renouveau démocratique voulons-nous ?
- Innovations démocratiques : quels sont les outils de délibération qui renforcent la participation ? Comment les nouvelles technologies transforment-elles les relations dans notre société ?
- La démocratie dans les territoires : après les gouvernements municipaux, quel renouvellement de la participation ? Comment co-construire les transitions dans les territoires ?
- Transition écologique et énergétique : la participation peut-elle être un élément moteur en réponse aux problèmes climatiques ?

- Inclusion : quelles méthodes pour une participation inclusive ? Comment impliquer le public absent et surmonter les divisions ?

L'Observatoire international de la démocratie participative a profité de l'occasion pour organiser le 20 octobre une réunion des membres français, dont les villes de Grenoble, Lyon, Bordeaux, Nanterre, Lille, Rennes et d'autres, afin de discuter de l'articulation de l'antenne française de l'OIDP, de préparer les actions futures et de lancer l'organisation de la conférence de l'OIDP qui se tiendra à Grenoble en 2022, année où la ville sera capitale verte de l'Europe.

Dans le cadre de ces rencontres, l'OIDP a organisé, le 21 octobre, l'atelier « Changer le regard sur le genre et susciter la participation citoyenne », et a fourni couverture de deux ateliers en ligne : « La transition écologique dans les villes », avec une perspective européenne (interventions des conseils municipaux d'Édimbourg, de Madrid et de Poitiers) et « Les métropoles participatives ».

CONFÉRENCE « CHEMINS À SUIVRE »

La 4e Conférence internationale « Chemins à suivre » s'est tenue les 19 et 20 octobre à Valongo, ville promotrice de l'Observatoire international de la démocratie participative. Cet événement faisait partie d'une série de manifestations organisées dans le cadre de la Semaine européenne de la démocratie locale par le Conseil de l'Europe pendant la semaine du 15 octobre.

Lundi le 19 octobre, la session « Un monde global - Réseaux de participation et financement de la citoyenneté » a été co-organisée par l'Observatoire international de la démocratie participative, et modérée par Adrià Duarte (coordinateur de l'OIDP) et Nelson Dias (Portugal Participa). Le 20 octobre, les résultats d'une recherche entre des villes d'Espagne, du Portugal et de France ont été présentés lors de la session « Pourquoi certaines personnes ne participent pas ? »

La recherche a conclu que les personnes qui hésitent à participer ont un certain nombre d'idées reçues sur ce que le processus implique et sur leur rôle dans celui-ci, comme la complexité du processus, qui exige engagement et continuité, et les budgets qu'elles considèrent souvent comme insuffisants et mineurs. D'autre part, l'étude a constaté que ceux qui participent en temps utile le font surtout pour soumettre des propositions et voter. L'étude a également mis en évidence certaines possibilités d'améliorer les marges de participation aux processus :

- Amélioration de la communication et de la diffusion du processus en cours.

- Création d'équipes techniques spécialisées
- Articulation avec d'autres processus participatifs
- Renforcement de l'information sur les réalisations

COVID-19 : LEÇONS POUR LA DÉMOCRATIE LOCALE

Afin de faire avancer la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir que CGLU a convenu de développer lors de son dernier Conseil Mondial à Guangzhou, l'expérience #CitiesAreListening qui a eu lieu le 14 décembre a abordé le renouvellement de la démocratie locale, un aspect intégral du Pacte, et comment les leçons apprises pendant la pandémie pourraient nous permettre de mettre en œuvre le Décalogue de CGLU pour l'ère post-COVID-19.

L'événement a été organisé en coopération avec la ICLD, dans le cadre de son Académie de la démocratie locale, et a été facilité par CGLU, Metropolis, l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) et ONU-Habitat. La session s'est appuyée sur l'expérience d'apprentissage en direct sur la démocratie locale qui s'est tenue plus tôt dans l'année, et a rassemblé les parties prenantes pour aborder l'impact de la pandémie sur nos systèmes démocratiques et ce que les dirigeants locaux et régionaux peuvent faire pour faire avancer le renouvellement de la démocratie locale d'une manière qui ne laisse personne derrière.

La session, introduite par le coordinateur de l'OIDP, Adrià Duarte, et la secrétaire générale de CGLU, Emilia Saiz, et modérée par Ana María Vargas, directrice de recherche du Centre international suédois pour la démocratie locale, a vu la participation d'Anders Knape, président de l'Association suédoise des municipalités et des régions, d'Imen Ouardani, maire adjoint de Sousse et de James Manor, professeur émérite de l'École des hautes études de l'Université de Londres.

Emilia Saiz a profité de son intervention pour partager quelques réflexions sur les recherches menées par CGLU avec la London School of Economics and Political Science sur les initiatives de gouvernance dans les situations d'urgence dans plus de 50 gouvernements locaux de 37 pays.

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS

L'Observatoire international de la démocratie participative, en tant que mécanisme consultatif de CGLU pour la démocratie locale, s'engage à respecter sa stratégie et son plan de travail. Nous passons en revue certains des éléments clés en 2020 :

- En avril, le Décalogue pour l'après COVID-19, la charte politique de CGLU pour les temps de crise, basée sur la Déclaration de Durban et axée sur l'engagement des gouvernements locaux et régionaux à construire un monde de solidarité, a été dévoilé.
- Au lendemain de la crise sanitaire, CGLU, avec Metropolis et l'ONU-Habitat, a lancé l'expérience d'apprentissage en direct avec les gouvernements locaux et régionaux qui, par leur solidarité et leur volonté politique, s'efforcent plus que jamais de remplir leur rôle fondamental. Quinze sessions ont été organisées, couvrant une multitude de sujets, qui ont donné lieu à plus de 40 heures de brainstorming avec des études de cas provenant de 130 villes et régions.
- En novembre, le Conseil mondial s'est tenu sous le thème « Le rôle du mouvement municipal et régional international à l'époque de COVID ». Il a réuni des dirigeants locaux et régionaux et des experts du monde entier, et a convenu de développer le Pacte pour l'avenir.

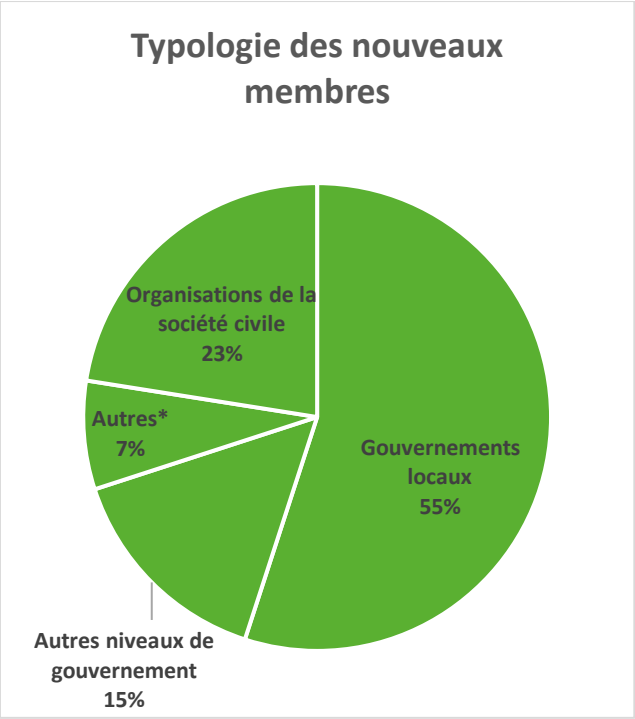
L'expérience #CitiesAreListening vise à faire progresser la réalisation du Pacte pour l'avenir, et est actuellement en cours. En plus de la session consacrée à la démocratie locale, une session consacrée aux enfants et aux jeunes migrants et déplacés a eu lieu ce mois-ci. Visitez le site web de CGLU pour vous tenir au courant des prochaines sessions.

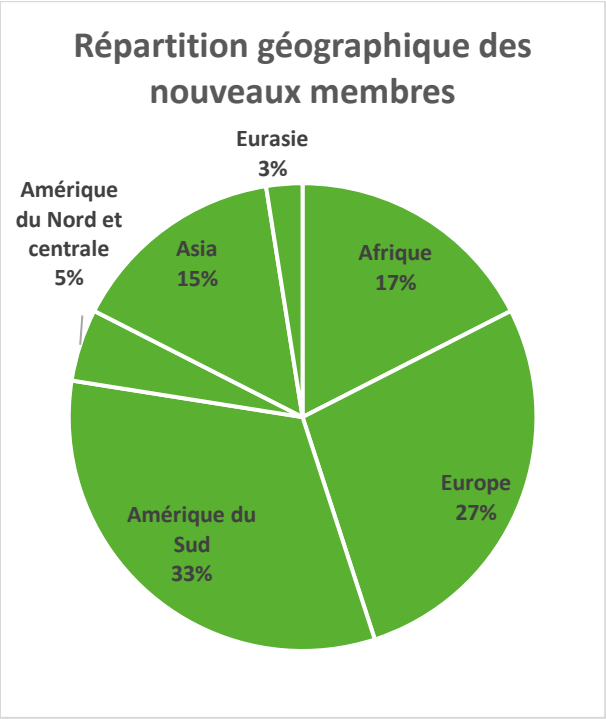
NOTRE RÉSSEAU S'AGRANDIT

En 2020, l'OIDP a reçu des dizaines de demandes d'adhésion. Au total, le comité de coordination a accepté 41 nouveaux membres de toutes sortes (gouvernements locaux, gouvernements régionaux, associations, ONG...) de plus de 20 pays. Actuellement, l'Observatoire international de la démocratie participative compte plus de 1 000 membres. La liste complète est disponible ici. Vous trouverez sur la page suivante quelques chiffres clés.

1 243 membres de l'Observatoire internationale de la démocratie participative

40 membres acceptés en 2020

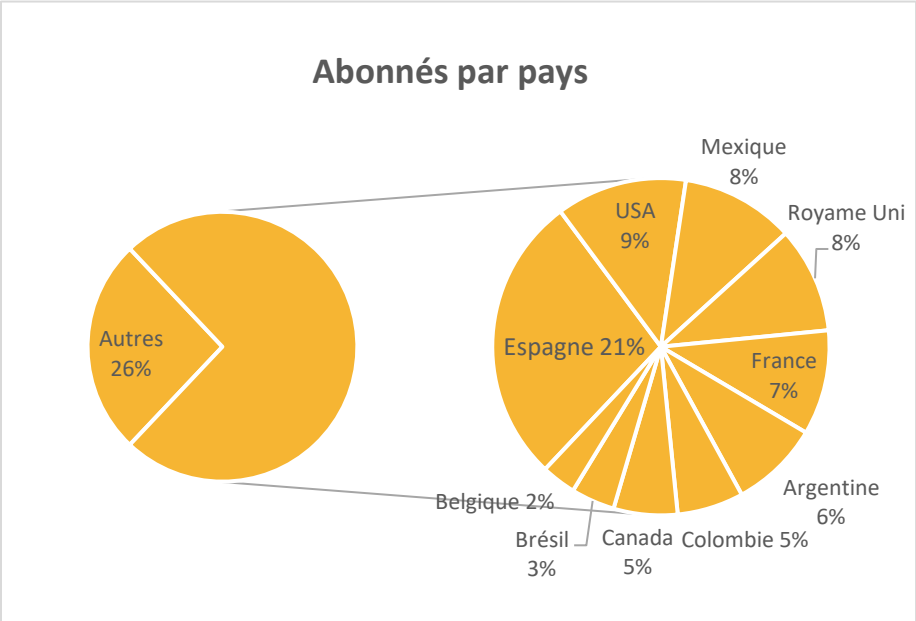


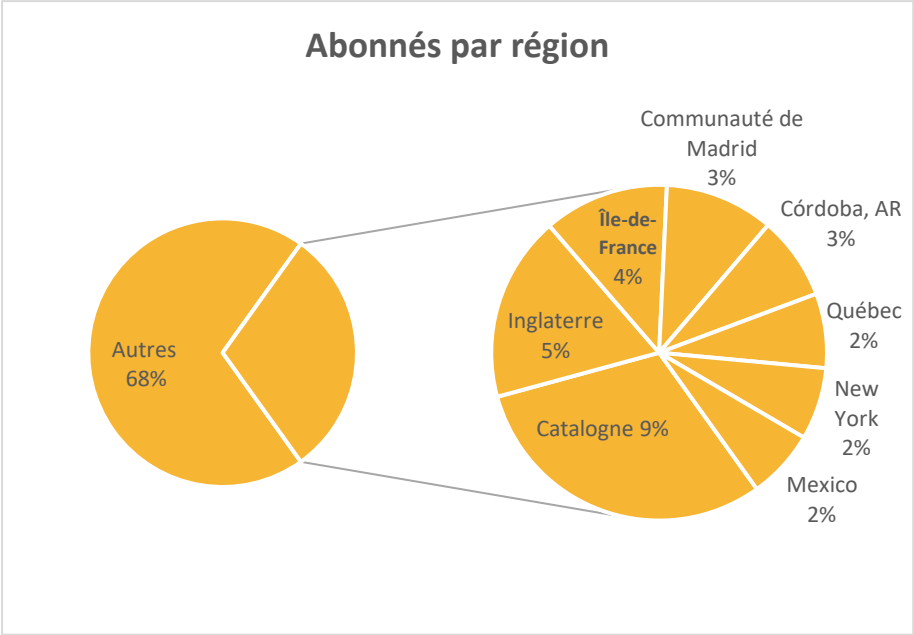


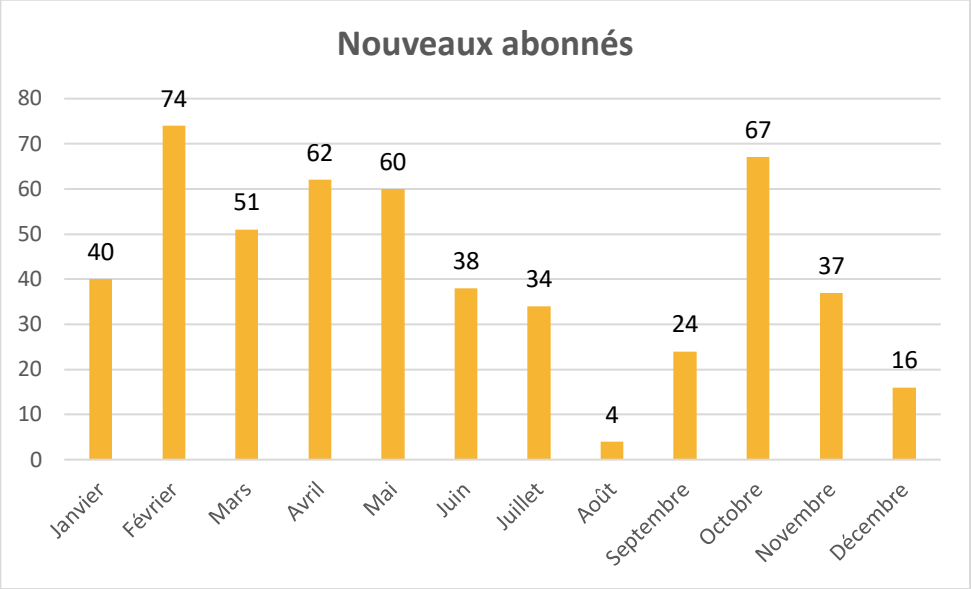
** Centres de recherche, organisations internationales, associations municipales.*

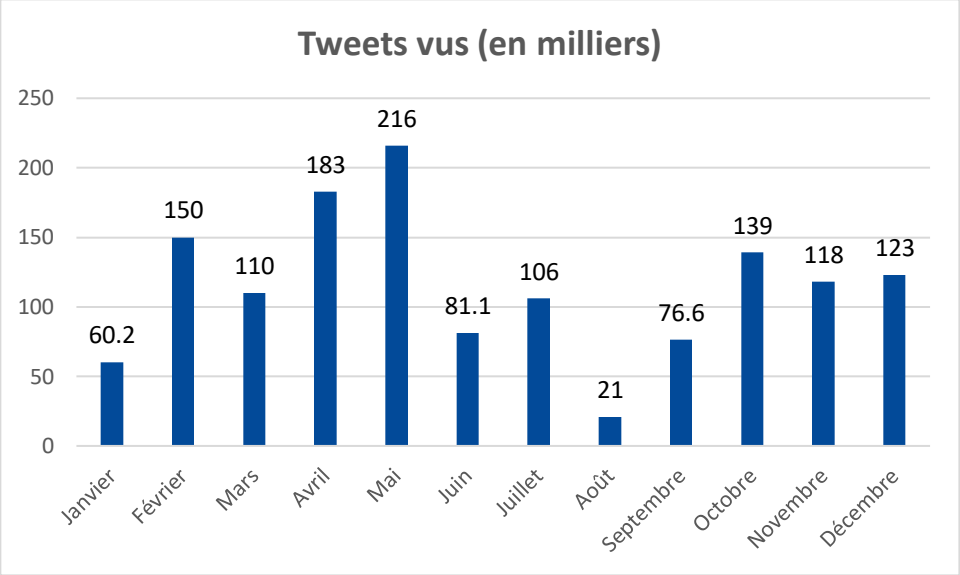
ANNEXE : COMPTE TWITTER

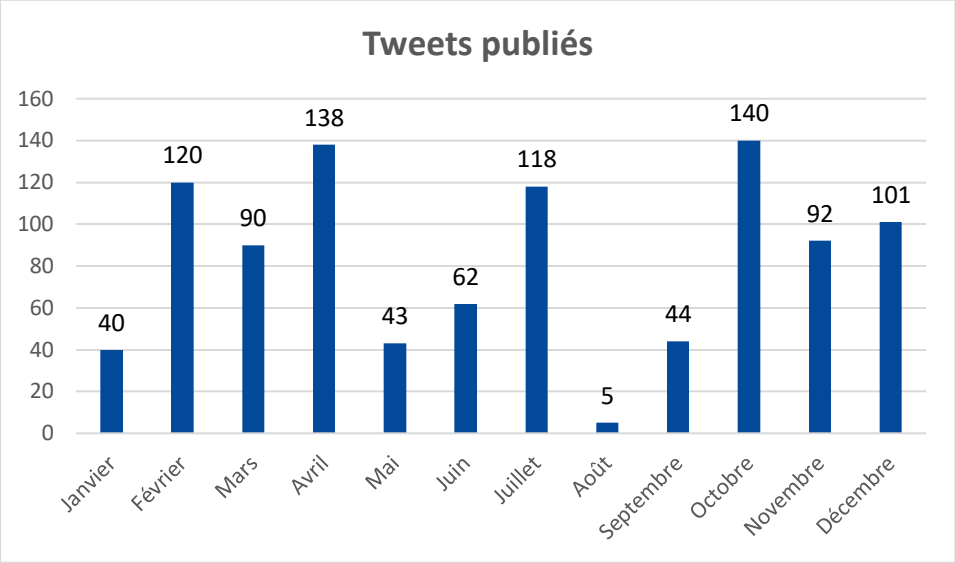
Le compte Twitter @oidpoidp est, avec le web, notre principal canal de diffusion et de communication. Vous trouverez ci-dessous des informations plus détaillées sur notre public :

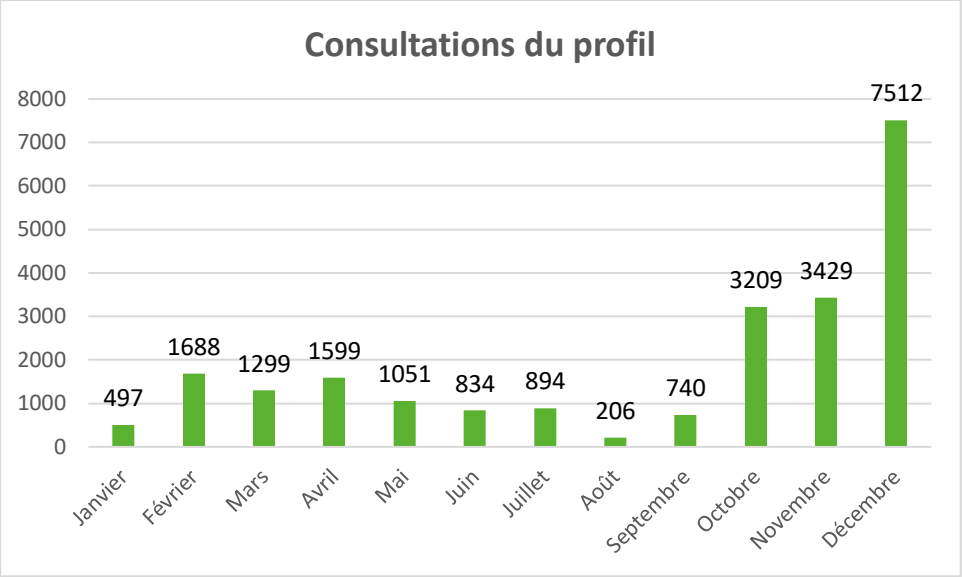





Nouveaux abonnés
80
70
60
50
40
30
20
10
0
40
74
51
62
60
38
34
4
24
67
37
16
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre


Tweets vus (en milliers)
250
200
150
100
50
0
60.2
150
110
183
216
81.1
106
21
76.6
139
118
123
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre


Tweets publiés
160
140
120
100
80
60
40
20
0
40
120
90
138
43
62
118
5
44
140
92
101
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre


Consultations du profil
8000
7000
6000
5000
4000
3000
2000
1000
0
497
1688
1299
1599
1051
834
894
206
740
3209
3429
7512
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre